

SYNDICATS NATIONAUX de l'INSEE **CGT, CFDT, CGT-FO, SUD**

Communiqué de presse

Grève des enquêtrices et enquêteurs de l'Insee : Pas de négociation de la part de l'Insee, la grève continue et s'étend aux DOM

L'Insee sacrifie l'Indice des prix !

Les enquêtrices et enquêteurs de l'Insee estiment que la direction de l'Insee laisse la situation se détériorer en ne répondant pas à leurs revendications salariales concernant leur futur statut.

Ils ont décidé de poursuivre leur mouvement de grève sur l'indice des prix et sur des enquêtes dont la principale est l'enquête emploi permettant de calculer le taux de chômage (le prochain taux doit être publié début juin).

Leurs collègues des Dom sont désormais entrés dans le mouvement : jusqu'à la fin mars ils n'étaient pas embauchés par l'Insee et ne réalisaient pas d'enquêtes. Mais avec le début de l'enquête emploi fin mars (réalisée une fois dans l'année contrairement à la métropole où elle est réalisée en continu), ils participent désormais activement à la grève.

Le directeur général de l'Insee avait reçu les représentant-e-s des enquêtrices et enquêteurs et les organisations syndicales le 22 mars dernier. Malgré la demande express de ces derniers d'entamer une négociation pour aboutir à un accord, il avait seulement accepté un exposé et une discussion sur les revendications.

La direction de l'Insee joue sur l'usure d'un mouvement qui dure depuis novembre 2011, et concerne des précaires isolés sur tout le territoire qui ne se rencontrent que très rarement.

Mais restant mobilisés les enquêtrices et enquêteurs persistent : ils organisent ce lundi 16 avril une journée d'action nationale avec l'envoi massif de courriers en direction du directeur général de l'Insee et du secrétaire général de Bercy.

Les enquêtrices et enquêteurs de la région Nord - Pas de Calais pourront confirmer de vive voix au directeur général de l'Insee, en visite à Lille lundi 16 avril, tout le mal qu'ils pensent de l'immobilisme de la direction de l'Insee.

A Paris le 13 avril 2012

Ils sont près de 1 000 en métropole et dans les Dom. 83% d'entre eux sont des femmes. Elles et ils ont plus de dix ans d'emploi dans le métier d'enquêteur Insee, même si leur embauche se fait enquête par enquête.

Elles et ils réalisent des enquêtes auprès des ménages (enquête emploi, enquête logement...) ou des relevés de prix. Elles et ils sont payés à la pige et un système, le « 60/40 » transforme une partie de leur salaire en frais de déplacement, ce qui est un préjudice pour leur protection sociale. En trente ans d'évitement de cotisations sociales, cela a présenté une économie à hauteur de 100 millions d'euros.

De fait, ils n'ont pas droit à de réels congés maladie, au risque de voir leurs revenus très largement amputés. Leur retraite est minimaliste.

En 2009, la moitié des enquêtrices et enquêteurs avaient un salaire brut de moins de 850 € par mois.

La direction de l'Insee va proposer une contractualisation à ces personnels. Mais le dossier traîne en longueur depuis plus de deux ans, laissant planer un doute sur sa réelle mise en place en 2013. De plus les propositions salariales actuelles sont très proches du Smic et le salaire de près de la moitié des enquêtrices et enquêteurs serait gelé pendant des années.

Rappelons que cette grève a des conséquences sur des indicateurs fondamentaux pour le débat public:

-l'indice des prix est fortement perturbé depuis le mois de novembre 2011

-les chiffres du chômage de juin seront perturbés. En effet, les enquêtes non collectées actuellement pour fait de grève auraient dû servir à son estimation.